

Participants FO :

MM. Chaigne, Ferrier, Pinatel et Besson

Participants Direction:

Mme Schreiber, MM. Dupraz, Regaldo, Ribière, Péresson et Pays,

Séance du 25 novembre 2009

Ordre du jour :

- Présentation du projet "logistique" sur le site de Velaines
- Point sur le passage de l'hiver
- Point sur le contrôle-commande de l'EPR

Disponibilité des tranches nucléaires.

Extrait de l'étude/expertise pour le CCE du 26/11/2009

LA POLITIQUE DE MAINTENANCE

La professionnalisation du personnel, l'observation et la connaissance approfondies des installations ont permis, en accord avec l'ASN, une modification et un allègement des contrôles et d'une certaine maintenance

Malgré toute cette expérience accumulée, des avaries importantes sont apparues ces dernières années.

Problèmes techniques bien sûr, mais aussi orientation politique, l'affaire alternateur montrant l'effet pénalisant sur la fiabilité d'une stratégie corrective par rapport à une stratégie préventive.

1 – Introduction de B. Dupraz :

Hydraulique :

- Maintien du patrimoine : projet SUPERHYDRO en déploiement jusqu'en 2012
- Projet RENOUVEAU en phase d'expérimentation. Il ne faut ni aller trop vite ni trop lentement
- Renouvellement des concessions : attente de la communication du périmètre de mise en concurrence par l'Etat. EDF veille à ce que cette mise en concurrence soit raisonnable pour ne pas obérer les investissements futurs notamment de STEP.

Il n'y a pas de petit métier à la DPI. Le besoin d'embauche à DPIH est tout aussi important qu'ailleurs. 250 embauches ont été réalisées en 2009 ==> 300 à 350 sont prévues en 2010.

FO a rappelé l'importance et l'urgence d'aboutir à un accord du même niveau que ceux des autres Divisions

Thermique classique :

La performance du parc est bonne. Ce qui confirme de la pertinence des investissements. Les plannings de réalisation des TAC sont « dans les clous » y compris pour l'Angleterre (West Burton).

Le projet anglais apportera de l'expérience pour le nucléaire dans ce pays.

La semi-base et la pointe sont concernées par la crise avec un ralentissement des besoins. Les futures CCG engagées seront suffisantes pour les années qui viennent.

La question de la pointe va se poser à partir de 2015. Les centrales fioul seront en limite réglementaires. Il y a un problème d'investissement par rapport au taux d'utilisation (8 tranches concernées soit 2,5 Gwh).

Il faut que l'Etat précise la rémunération de la pointe.

Pour le charbon, le Grenelle 2 prévoit qu'il faut apporter la preuve que toute nouvelle construction s'inscrit dans une démonstration de capture et stockage de CO2. EDF met en place deux pilotes de séquestration du CO2 avec pour objectif de préparer le renouvellement du parc charbon.

Nucléaire :

Les résultats de sûreté sont bons.

Les résultats de disponibilité (Kd) sont en baisse avec un seuil de 78 % essentiellement lié à des avaries génériques.

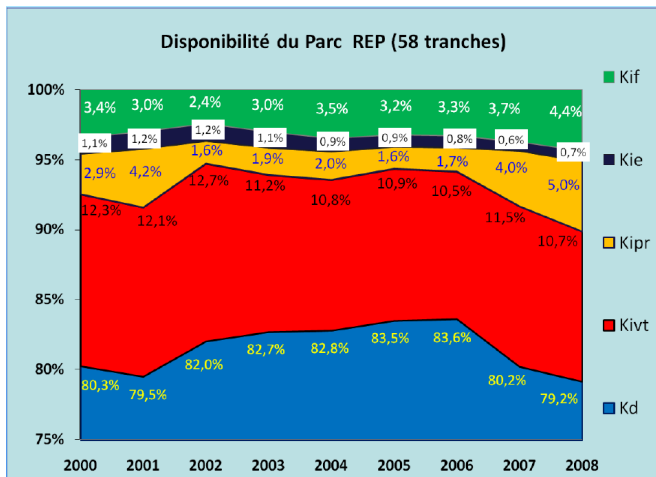
Les avaries génériques sont principalement :

- Colmatage GV. En fin de règlement.
- Rénovation des alternateurs. La rénovation a été engagée tardivement. Le problème est lié à l'humidité des barres. Le constructeur ne peut assurer que 4 à 5 réparations par an au maximum. Le coût d'investissement est 500 M€. La fin de la rénovation est prévue pour 2013. Cela nous « coûte » 1,7 % de Kd
- Transformateurs. Le remplacement est étalé jusqu'à 2017. Cela nous « coûte » 0,6 % de Kd
- Générateur vapeurs 900. Le remplacement de 2 tranches/an est prévu. A partir de 2015 on commencera le remplacement des GV 1300.

Le retour d'expérience montre que le Kd ne se redresse qu'au bout de 5 ans quand un défaut générique est détecté.

La mise en place du projet AP913 va permettre l'augmentation de la maintenance préventive. Mais ce projet nécessite un grément de compétences.

Pour 2009, les prévisions prévoient une baisse de 1md€ du résultat brut d'exploitation : 500 M€ liés aux grèves et 500M€ liés aux aléas



Kif : Coefficient d'indisponibilité fortuite
 Kie : Coefficient d'indisponibilité pour essai
 Kipr : Coefficient d'indisponibilité pour prolongation d'arrêt
 Kivt : Coefficient d'indisponibilité fortuite
 Kd : Coefficient de disponibilité

LES RESSOURCES HUMAINES

Le parc nucléaire comprend 58 réacteurs répartis sur 19 sites. Environ 18800 personnes exploitent et entretiennent ces tranches.

A ce personnel statutaire, il faut ajouter quelques 20000 personnes d'entreprises extérieures qui participent à la maintenance des installations.

Ce nombre d'intervenants extérieurs est relativement stable depuis une quinzaine d'années, mais les pratiques sont changées, car les prestataires sont passés du statut de «forces d'appoint» sous la dépendance de la hiérarchie d'EDF, à celui de «partenaires» gérant de manière indépendante les chantiers qui leur sont confiés.

Pour cela, deux orientations conséquentes ont vu le jour:

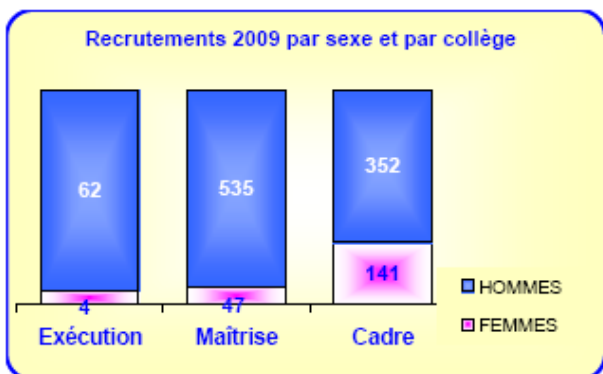
- la PMI (Prestation Maintenance Intégrée)
- la PGAC (Prestation Globale Assistance Chantier)

Ces orientations mettent la Direction du Parc dans une désappropriation de la maîtrise des modes opératoires et de leur amélioration continue.

Ces choix risquent d'engendrer une situation de dépendance qui fera perdre le contrôle de la qualité des interventions.

Tableau de bord DPI 3eme trimestre 2009

Recrutements



EPR : le chantier de FA3 se déroule raisonnablement bien.

Le budget a été réactualisé fin 2008 à 4 md€

Le nouveau planning annoncé au dernier CA prévoit un démarrage en 2012 et une entrée en production en 2013. Les aléas du projet ont été pris en compte par un recalage du planning et un renforcement des moyens sur le site.

Le débat public de Penly3 se déroulera après les élections régionales (juin/juillet 2010). En parallèle, ont débuté les discussions sur la société de projet : EDF : 50 % + 1 voix, SUEZ-TOTAL 33,3 % + 1 voix, ENEL, EON, etc.

Il n'y aura qu'un seul pilote : EDF qui sera l'exploitant nucléaire. SUEZ est en désaccord avec cette position et souhaite que ce soit la société de projet qui assure l'exploitation. EDF considère que le retour d'expérience de NERSA pour Super Phénix n'est pas bon dans ce domaine.

Chine : le 1^{er} béton de Taishan est coulé.

Angleterre : La 3^{ème} étape de l'obtention de licence de l'EPR est en cours. Le point clef réglé dans l'étape 3 était le Contrôle Commande avec l'acceptation de la solution EDF par l'AS anglaise.

Dans un communiqué commun, les 3 Autorités de Sécurité demandent que des solutions similaires soient mises en oeuvre sans forcément être identiques.

Pour tous ces enjeux de la DPI, il faut renforcer les compétences.

- Par les embauches : 1 600 cette année avec poursuite sur 2010 (2 000) et 2011 (2 000) et puis légère baisse en 2012 (en fonction des projets)
- Par la recherche de profils expérimentés 40-45 ans. Par des embauches externes de profils expérimentés et mise plus rapidement en responsabilité des jeunes.

Le rythme d'embauche s'est accéléré. La DPI est à la limite du raisonnable pour une bonne intégration des jeunes. La DPI met en place un nouveau dispositif d'intégration conforme à la nouvelle politique d'EDF SA sur l'intégration et la fidélisation. Il y aura un renforcement de l'intégration sur la 1^{ère} année et un suivi de fidélisation sur les 2 années suivantes. La mise en place des nouveaux outils s'effectuera début 2010.

La DPI a les moyens financiers pour les investissements.

Les investissements sont passés de 500 M€ en 2005 à 1 600 M€ en 2009

FO a rappelé qu'il ne fallait pas freiner les embauches, mais qu'il y avait un point d'équilibre à trouver entre le renouvellement des compétences et les formations pour parvenir à les gérer.

FO a rappelé son opposition à la « chasse » des appuis notamment tertiaire qui font cruellement défaut notamment pour l'intégration des jeunes.

M. Dupraz reconnaît que la « chasse » aux appuis est une erreur.

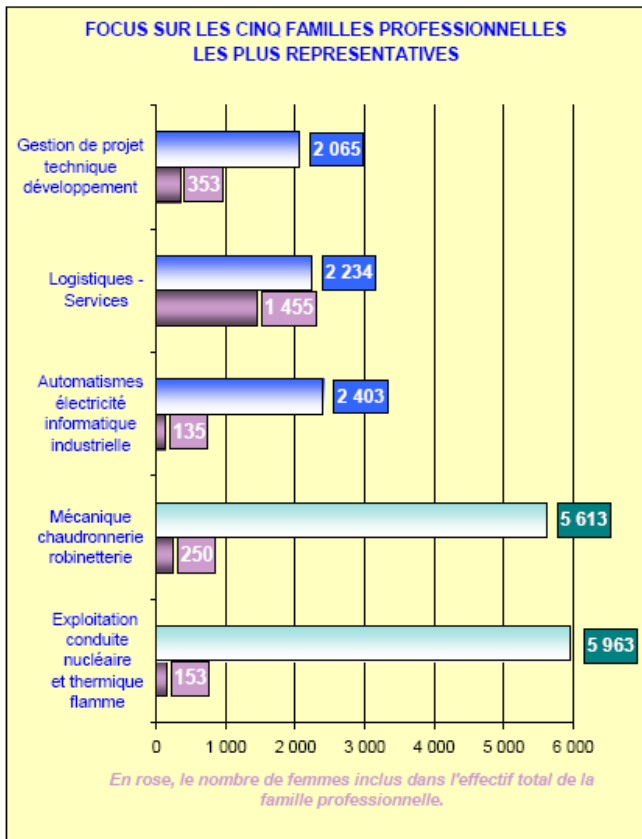
2 - Présentation du projet "logistique" sur le site de Velaines

Le projet Velaines est un lot du projet AMELIE sur le réaménagement de la logistique des pièces de rechange de la DPN.

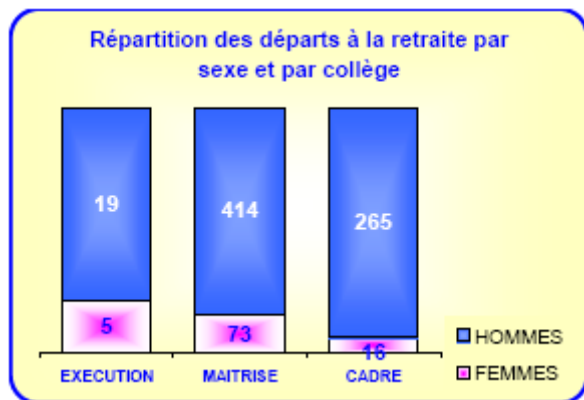
Le projet prévoit un stockage à Velaines pour les pièces inférieures à 10t et à Creys pour les supérieures à 10t

Ce sera une ICPE légère avec :

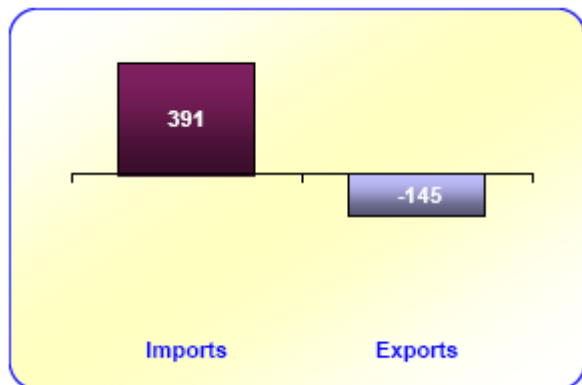
- Un positionnement géographique non contraignant pour l'acheminement des pièces de rechanges.
- Un grément de 47 agents d'exploitation (hors réparation) principalement issus de la plaque grand Est. 20 emplois seront transférés de la DPN vers la DAIP.
- Environ 50 % (plutôt 60 %) des dépenses de la phase construction qui reviendront à des entreprises de la Meuse et de la Haute Marne.



Les familles "Exploitation conduite nucléaire et thermique à flamme" et "Mécanique Chaudronnerie Robinetterie" représentent 11 576 salariés dont 403 femmes, soit 34 % de l'effectif total.



MOBILITE



- L'ensemble des contrats de Facility Management sera confié à des entreprises locales.
- Un engagement pour établir un plan de transport plus économe en émission de CO2 que celui existant aujourd'hui.
- Un raccordement - en cours d'étude - de la plate-forme au réseau de chaleur local qui permettrait la pérennisation et le développement d'une filière départementale de traitement de déchets urbains et le reversement de subventions aux collectivités locales

3 - Point sur le passage de l'hiver 2009-2010

Le manque de production lié à une hydraulité plus faible et aux aléas nucléaires ont conduit à un déficit de production pour atteindre la courbe de marge 1 %.

EDF a dû acheter **des volumes importants d'électricité** qui seront livrables si besoin.

Les quantités disponibles existent en Europe mais **le problème vient des capacités de transit**. 8 000 à 9 000 MWh est le maximum faisable.

Les analyses probabilistes démontrent qu'en janvier ou février, s'il y avait des aléas techniques supplémentaires, **EDF serait dans l'incapacité à tenir ses engagements de fourniture** (Pour la disponibilité sont pris en compte un certain nombre d'aléas connus + aléas statistiques de 2 groupes).

Le scénario de « stress » (une T° à -8° par rapport à la normale saisonnière pendant une semaine) n'est pas improbable. Surtout pour janvier/février où Météo France n'a pas encore de pronostic fiable.

Normalement cela devrait passer sur décembre (Météo France annonce des T° supérieures à la moyenne).

De plus, il ne faut pas négliger les problèmes réseaux pour PACA et Bretagne qui sont connus.

M Dupraz considère que sur l'aspect électrique, il reste à régler la rémunération de la pointe. EDF est le seul assureur du système ce qui n'est pas normal.

FO a souhaité connaître l'intérêt du passage de 12 à 24 guichets pour les Unités de Production hydraulique car c'est une tâche supplémentaire pour les agents de conduite.

M Ribière : EDF considère que cette évolution permet plus de réactivité lors d'aléas hors dimensionnement. Ce sont les guichets Hydrauliques et les TAC qui permettent de compenser le manque de production. Il y a des enjeux systèmes mais aussi économiques avec une meilleure rentabilité des ouvrages

4 – Contrôle Commande EPR

M. Pays fait un rappel sur le CC EPR :

- La France ne découvre pas le CC informatique ce qui n'est pas le cas ailleurs (GB).
- Le retour d'expérience du N4 a été intégré notamment vis-à-vis des simplifications des aspects conduite.
- EDF parle du Contrôle Commande EPR depuis 12 ans avec l'Autorité de Sûreté (AS).
- Le Groupe Permanent avec l'AS de juin 2009 demande des justifications mais pas d'évolution de l'architecture.
- Les exigences anglaises et françaises sont différentes.
- Le programme de travail engagé permet d'être confiant sur la qualification du CC via le renforcement de l'engagement SIEMENS/AREVA, un plan d'action détaillé avec suivi renforcé par EDF et une présentation anticipée des dossiers à l'AS.

Les effectifs statutaires

	Exécution	Maîtrise	Cadre	TOTAL
DCN		47	144	191
DIN	11	1 120	3 103	4 234
DPH	550	2 510	1 706	4 766
DPT	190	1 575	983	2 748
DPN	676	12 855	5 697	19 228
DAIP	67	1 179	1 149	2 395
EM DFI	1	55	126	182
TOTAL	1 495	19 341	12 908	33 744

Dont 228 salariés en CFC

EDF va répondre sur le plan B demandé par l'AS.

Les conséquences du courrier de l'AS va imposer une grosse quantité de travail d'ingénierie mais peu d'évolution du matériel y compris le plan B.

Les moyens seront mis prioritairement sur la démonstration du CC demandée par l'AS et pas sur les solutions alternatives.

FO a rappelé que tous les 10 ans, il y avait un problème lié au Contrôle Commande :

- 1990 : arrêt P20 pour la N4
- 2000 : crainte du bug de l'an 2000
- 2010 : mise en cause du CC EPR avec une communication « brutale » de l'AS

FO souhaite une communication plus complète et transparente en interne de l'entreprise notamment vis-à-vis des agents qui oeuvrent sur EPR.

Prochaine réunion ICOPI pour le 18 mars 2010

EFFECTIFS

